

Eurogroupe Jean-Claude Juncker a écarté l'idée d'un « plan de relance généralisé »

Crise financière : l'Europe veut « des mesures ciblées et temporaires »

BRUXELLES

BUREAU EUROPÉEN

Non à un plan de relance généralisé pour l'Europe, oui à des mesures « ciblées, temporaires et conséquentes » : les ministres des finances de la zone euro ont tenté lundi 3 novembre à Bruxelles de serrer les coudes pour faire face à la crise financière. L'exercice devait se poursuivre mardi au niveau des Vingt-sept, en prélude à un Conseil informel des chefs d'Etat et de gouvernement, prévu pour le vendredi 7 novembre à Bruxelles afin de préparer le sommet du G20 sur la régulation financière internationale.

Après le succès du plan européen de sauvetage des banques, adopté le 12 octobre sous l'égide de Nicolas Sarkozy, le « gouvernement économique » que le chef de l'Etat français appelle de ses vœux a cependant du mal à se concrétiser face à la récession.

Défendue lundi à Paris par le premier ministre François Fillon, l'idée du président français d'institutionnaliser des réunions au sommet de l'Eurogroupe, suscite toujours de fortes réticences. Le président de l'Eurogroupe, le premier ministre et ministre des finances du Luxembourg Jean-Claude Juncker, s'est posé lundi, avec le soutien de la chancelière allemande Angela Merkel, en « président naturel » de la zone euro, en jugeant « peu utile d'institutionnaliser » de tels sommets.

Inquiétudes

Pour l'heure, chaque pays réagit en ordre dispersé. Lundi soir, le ministre allemand des finances, Peer Steinbrück, a présenté les grandes lignes du plan de stimulation de l'économie concocté par la grande coalition à Berlin. Ses collègues ont dû se contenter de saluer l'initiative, la locomoti-



Christine Lagarde, ministre française de l'économie, et Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe et premier ministre luxembourgeois, le 3 novembre, à Bruxelles. DOMINIQUE FAGET/AFP

ve de la zone euro disposant, selon eux, des marges de manœuvre budgétaire pour soutenir la demande.

La présidence française de l'Union veut se donner jusqu'à décembre pour mettre sur pieds un « cadre général » d'action. « Il s'agit d'éviter que les gouvernements n'adaptent des mesures qui ne seraient pas cohérentes entre elles, ou avec les règles de concurrence, du marché unique, et du pacte de stabilité », dit un expert financier.

Jean-Claude Juncker a écarté « un plan de relance généralisé classique » mais indiqué que les pays membres étaient favorables à « des mesures ciblées, temporaires et conséquentes qui porteront sur le court terme ». « L'heure n'est pas à laisser filer les déficits », a dit M. Juncker, mais « le niveau d'investissement public doit néanmoins rester à un

niveau élevé » afin de compenser le recul de la demande des ménages et des entreprises.

Les ministres des finances de la zone euro ont officiellement enterré lundi soir l'objectif d'un retour à l'équilibre budgétaire d'ici 2010. Tous sont d'accord pour utiliser chez eux les marges de flexibilité prévues par le pacte de stabilité de la zone euro, sans néanmoins jeter par-dessus bord la discipline commune.

Devant la montée des déficits budgétaires, le commissaire aux affaires économiques et monétaires, Joaquín Almunia, ne renonce pas aux procédures habituelles. Il a annoncé qu'il envisageait de lancer des procédures pour déficit excessif contre les pays dont le déficit ne serait « ni proche ni temporairement » au-dessus du seuil de 3 % du PIB. Comme l'Irlande, d'ici à la fin de l'an-

née, ou, au printemps, la France, dont le déficit pourrait atteindre 3 % cette année, 3,5 % en 2009, et 3,8 % en 2010, selon Bruxelles.

Toutes les capitales partagent néanmoins les mêmes inquiétudes sur les conséquences de la crise sur leurs économies. Par la voix de M. Juncker, les quinze ont exigé que « les banques reprennent le jeu normal de l'alimentation de l'économie réelle ». Ils s'inquiètent aussi de l'écart des taux sur les emprunts d'Etat contractés par les membres de la zone euro. Le fossé s'est creusé entre les taux bas dont bénéficie l'Allemagne, et ceux, plus élevés, qui compliquent le financement des économies fragilisées par la crise, comme la Grèce, l'Italie, ou l'Espagne. ■

PHILIPPE RICARD

50 milliards d'euros pour lutter contre la récession en Allemagne

BERLIN

CORRESPONDANTE

Le gouvernement de grande coalition d'Angela Merkel décrète la mobilisation face aux menaces de récession en Allemagne : un plan de relance de la conjoncture devait être adopté, mercredi 5 novembre, en conseil des ministres. Avec des mesures ciblées, Berlin veut favoriser les investissements des entreprises, des ménages et des collectivités locales. Ces dépenses pourraient totaliser 50 milliards d'euros entre 2009 et 2010, d'après un document de travail des ministères de l'économie et des finances dévoilé par la presse lundi 3 novembre.

En deux semaines, le gouvernement a élaboré un catalogue d'une quinzaine de propositions. Les mesures comprennent des incitations fiscales pour les entreprises qui investissent, des aides aux particuliers souhaitant rénover des logements trop gourmands en énergie, des investissements dans des infrastructures routières et ferroviaires, ou encore un allègement fiscal en faveur de véhicules moins polluants... Berlin songe aussi à allonger, de 12 à 18 mois, la période d'indemnisation des salariés mis au chômage technique.

« Ces mesures donnent une impulsion forte à l'investissement public et privé. Les charges pesant sur les ménages et les entreprises sont allégées, la consommation est

relancée, l'amélioration du marché du travail est consolidée », selon un extrait du document, publié par le quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung*.

Dimanche, le ministre de l'économie Michael Glos avait estimé que ce plan permettrait de sauvegarder près d'un million d'emplois. En octobre, le chômage est tombé outre-Rhin à son plus bas niveau depuis seize ans, passant sous la barre des trois millions de sans-emploi. Mais la tendance devrait bientôt se renverser. La première économie de la zone euro est au bord de la récession : la Commission européenne a annoncé lundi s'attendre à une stagnation du produit intérieur brut (PIB) allemand l'an prochain, après une croissance de 1,7 % en 2008.

A moins d'un an des législatives, le gouvernement, composé des Unions chrétiennes CDU-CSU et du Parti social-démocrate, ne veut pas se faire accuser d'immobilisme. En adoptant ce plan, Berlin va pourtant devoir s'affranchir de l'objectif d'un budget fédéral à l'équilibre en 2011. Aucune indication définitive n'a été donnée concernant l'impact sur les finances publiques de ce paquet de mesures, qualifié de « bric-à-brac coûteux » par le quotidien *Handelsblatt*. Au sein de l'opposition, les libéraux (FDP) ont mis en garde contre un programme financé exclusivement par l'endettement. ■

MARIE DE VERGÈS

La crise institutionnelle belge complique la relance

BRUXELLES

CORRESPONDANT

La crise bancaire et financière a relégué au second plan le débat institutionnel en Belgique. Alors que tout le monde feint d'oublier qu'un « dialogue de communauté à communauté » a débuté, le gouvernement fédéral et les régions doivent négocier, mercredi 5 novembre, un plan de préservation de l'emploi et de l'économie. Largement exportatrice, la Belgique ressent les premiers effets d'une crise qui a déjà nécessité une intervention publique dans quatre des principales banques du royaume.

Fini, le temps de la confrontation entre Flamands et francophones ? Voire. Car le monde politique garde les yeux braqués sur les élections régionales de 2009. La question du financement du fédéralisme, assortie d'une revendication flamande d'autonomie fiscale, reste au cœur des discussions. La Flandre veut imposer aux

Wallons et aux Bruxellois une réforme qui pourrait se traduire par une catastrophe financière pour eux s'ils ne parviennent pas à augmenter le taux d'emploi de leur population, dramatiquement faible dans les deux cas.

Pensions en péril

Jeunes, femmes et travailleurs de plus de 50 ans : pour toutes ces catégories, ces deux régions se situent en deçà de la moyenne européenne et, globalement, le taux d'emploi y est de 62 %, 4 points sous la moyenne de l'Union. Une situation qui pèse sur l'avenir du système des retraites : à évolution constante, le paiement des pensions de ces dernières années sera en péril dès 2015.

Le sommet inédit Etat fédéral-régions de mercredi doit aborder en priorité ces questions. Sans les patrons et les syndicats, censés négocier à part un nouvel accord interprofessionnel. La revendica-

tion syndicale d'une augmentation du pouvoir d'achat se heurte aux réalités économiques et aux réticences des patrons. Ces derniers mettent dans la balance à la fois les dangers du système d'indexation automatique des salaires – ils augmentent dès que les prix franchissent un cap – et les lourdeurs du système belge de licenciement des employés. « Pas de discussion sur les parachutes dorés des patrons sans débat sur les indemnités de préavis en général », a prévenu la Fédération des entreprises.

Les récents événements ont fait au moins un heureux : le premier ministre chrétien-démocrate Yves Leterme. L'homme qui voulait dynamiser l'Etat belge en souligne aujourd'hui la nécessité et s'est forgé une image plus positive. Il a fait oublier les lacunes de son premier budget. Présenté en équilibre en octobre, celui-ci surestimait ouvertement les recettes et la croissance. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS

ALLEMAGNE LA NOUVELLE DIRECTION DU SPD EST CONFORTÉE DANS SA STRATÉGIE RÉFORMISTE POUR LES LÉGISLATIVES DE 2009

L'alliance entre la gauche sociale-démocrate et la gauche radicale mise en échec en Hesse

BERLIN

CORRESPONDANTE

L'option d'une alliance du Parti social-démocrate (SPD) allemand avec la gauche radicale Die Linke dans le Land de Hesse est définitivement écartée. Lundi 3 novembre, moins de vingt-quatre heures avant un scrutin prévu au Parlement régional, quatre députés SPD ont annoncé leur refus d'un rapprochement avec « l'extrême gauche », privant la patronne

de leur fédération, Andrea Ypsilanti, de la majorité nécessaire pour se faire élire ministre-présidente.

L'échec de cette main tendue à la gauche radicale conforte la ligne réformiste défendue par le nouveau président du SPD, Franz Müntefering, et le candidat du parti à la chancellerie, le ministre des affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier, en prévision des élections législatives de septembre 2009.

Dix mois après les élections régionales de janvier dernier en Hesse, M^{me} Ypsilanti avait finalement trouvé un accord pour constituer avec les Verts un gouvernement minoritaire soutenu au Parlement régional par Die Linke. La riche région de Francfort aurait été la première, en Allemagne de l'Ouest, à tenter une telle coopération.

Le chrétien-démocrate (CDU) Roland Koch, ministre président sortant, va donc

pour un temps continuer à gérer les affaires courantes. Ce rebondissement illustre les désaccords au sein du SPD sur l'attitude à adopter face à Die Linke. Des alliances régionales entre les deux partis existent déjà en ex-RDA, notamment dans la ville-État de Berlin. Mais la direction du SPD rejette toute coopération au niveau fédéral avec la gauche radicale, créditée de 13 % d'intentions de vote à moins d'un an des législatives.

Après son élection à la tête du SPD le 18 octobre, M. Müntefering avait choisi d'éviter une guerre ouverte avec la gauche du parti et laissé la fédération de M^{me} Ypsilanti libre de son choix.

Tout en critiquant officiellement l'attitude des quatre réfractaires hessois, le président du SPD a souligné que les démêlés de la Hesse n'avaient « aucune influence sur la campagne des législatives ». ■

M. DE V.

Mercredi 5 novembre
journee speciale elections américaines
à vivre sur France Info avec la rédaction du Monde
site special elections américaines sur france-info.com



Le Monde